

LOI N° 2011-018

PORTANT STATUT DE ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er} – DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. La présente loi fixe le statut de zone franche industrielle, ci-après désignée « zone franche ».

La zone franche a pour objectifs de :

- promouvoir le développement économique et industriel ;
- promouvoir les exportations et créer des emplois ;
- encourager l'utilisation des matières premières locales ;
- contribuer à améliorer l'environnement des affaires au Togo ;
- promouvoir le Togo comme destination d'investissement.

Article 2. Au sens de la présente loi, on entend par :

- **développeur de zone** : une personne morale, privée, publique ou parapublique, ayant aménagé et équipé une parcelle de terrain de sa propriété ou prise en location, et qui exploite ce terrain comme zone franche après autorisation du ministre chargé de la zone franche ;
- **droit et taxe de douane** : ensemble des droits et taxes perçus au cordon douanier, conformément aux tarifs des douanes en vigueur ;
- **entreprise agréée** : entreprise ayant obtenu le statut de zone franche ;
- **extension d'agrément** : modification d'agrément par ajout de nouvelles activités à celles qui y sont initialement inscrites ;

- **statut de zone franche** : ensemble des droits et obligations des entreprises installées en zone franche, des entreprises franches, des développeurs de zones et des sociétés de services dûment agréés au titre de la présente loi ;
- **zone franche** : un domaine physiquement délimité, clôturé, aménagé, pouvant contenir une ou plusieurs entreprises agréées au statut de zone franche.

Article 3. Aux fins d'octroi d'avantages en fonction de la région d'implantation de l'entreprise agréée au statut de zone franche, le territoire togolais est divisé en cinq zones de décentralisation des activités économiques :

- **zone I** : région maritime ;
- **zone II** : région des plateaux ;
- **zone III** : région centrale ;
- **zone IV** : région de la Kara ;
- **zone V** : région des savanes.

Sont considérées comme implantées dans une zone les entreprises industrielles dont l'usine de production est installée dans cette zone ou les entreprises de service dont au moins 80% du personnel travaille dans ladite zone au titre du programme d'investissement agréé.

CHAPITRE II – ADMINISTRATION DU STATUT DE ZONE FRANCHE

Article 4. L'administration du statut de zone franche est confiée à une société d'économie mixte, placée sous la tutelle technique du ministre chargé de la zone franche, dénommée, « société d'administration de la zone franche » ci-après désignée SAZOF.

La composition du capital social, les attributions et le fonctionnement de la SAZOF sont fixés par décret.

Article 5. Les ressources financières de la SAZOF sont :

- les redevances annuelles perçues sur les entreprises agréées au statut de zone franche ;

- les ressources provenant des transactions immobilières ;
- les produits des redevances perçues à l'occasion des services rendus dans le cadre de ses attributions ;
- les subventions de l'Etat ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources légales.

CHAPITRE III - REGIME DES ENTREPRISES DE ZONE FRANCHE

Section 1 : Conditions d'éligibilité

Article 6. Peuvent bénéficier du statut de zone franche, les entreprises entrant dans une ou plusieurs des catégories ci-après :

- les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre nationale ;
- les entreprises axées sur l'utilisation de matières premières locales, notamment les entreprises agro-industrielles, les entreprises de transformation de produits miniers ;
- les entreprises à technologie de pointe, notamment informatiques, électroniques, d'assemblage d'équipements de télécommunications ;
- les entreprises pratiquant la sous-traitance internationale ;
- les entreprises produisant des intrants pour les entreprises énumérées ci-dessus ;
- les entreprises de services, notamment les holdings, entreprises de maintenance industrielle, services de support, orientées vers l'exportation ou dont l'activité complète et facilite celle des entreprises agréées, à l'exception des services soumis à autorisation ou ceux qui sont de nature à porter atteinte à la sécurité nationale ;
- les technopôles axés sur la recherche, l'innovation technologique et tournés vers l'exportation.

Bénéficient également de ce statut, les développeurs de zones.

Article 7. Sont exclues du bénéfice du présent statut, les entreprises d'exploitation minière, les entreprises d'égrenage de coton, les sociétés de commerce international et de courtage et les entreprises de télécommunication.

Sont également exclues, les entreprises de stockage, d'emballage et de reconditionnement, sauf les entreprises de stockage et d'emballage d'intrants agricoles.

Article 8. Pour être éligible au statut de zone franche, les entreprises visées à l'article 6 ci-dessus doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- exercer une activité de production de biens ou de services ;
- garantir l'exportation de la totalité de leurs productions, sous réserve des dispositions de l'article 28 alinéa 1 de la présente loi;
- réserver en priorité les emplois permanents aux nationaux.

Article 9. Une entreprise industrielle ou de services, initialement installée sur le territoire douanier, peut formuler une requête d'agrément au statut de zone franche si, pendant les deux dernières années, elle a réalisé au moins 65% de ses ventes à l'exportation sous réserve des dispositions de l'article 8 de la présente loi.

Section 2 : Obligations des entreprises agréées

Article 10. Les entreprises provisoirement agréées au statut de zone franche doivent se constituer selon les textes en vigueur et disposer d'une organisation comptable leur permettant de se conformer aux dispositions légales et réglementaires, ainsi qu'aux usages existant en la matière.

Toutes ces formalités doivent être accomplies avant la confirmation de l'agrément.

Article 11. Les entreprises agréées au statut de zone franche disposent d'un délai de six (06) mois pour démarrer leurs travaux d'installation.

Toutefois, ce délai peut être prorogé par la SAZOF sur la base des éléments probants de l'évolution de la construction de l'usine, ou toutes autres formalités justifiant l'installation de l'entreprise.

Le refus de prorogation de ce délai entraîne le retrait de l'agrément.

Article 12. La SAZOF perçoit, sur chaque entreprise agréée au statut de zone franche, une redevance annuelle.

Le montant de cette redevance est fixé par décision du conseil d'administration de la SAZOF.

Article 13. Les entreprises agréées au statut de zone franche sont également soumises au versement d'une contribution mensuelle pour le compte de l'administration des douanes.

Le montant de cette contribution est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la zone franche.

Article 14. Les développeurs de zones et entreprises agréés au statut de zone franche sont tenus au respect des règles relatives à la protection de l'environnement en vigueur.

Ils doivent notamment se conformer à la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement et des audits environnementaux selon les prescriptions du ministère chargé de l'environnement.

Les développeurs de zones et les entreprises agréés doivent se conformer aux prescriptions techniques contenues dans le cahier de charges fixé par la SAZOF.

Article 15. Les entreprises installées en zone franche sont soumises aux obligations prescrites par le code général des impôts en matière de déclaration et de contrôle.

Section 3 : Procédures d'agrément

Article 16. Toute entreprise qui sollicite l'obtention de l'agrément au statut de zone franche doit en formuler la demande auprès de la SAZOF.

Article 17. Un agrément provisoire est délivré à l'entreprise sollicitant le bénéfice du statut de zone franche par le ministre chargé de la zone franche, dans un délai de trente (30) jours ouvrables à partir de la date de dépôt du dossier complet de demande d'agrément, après une enquête de moralité sur le promoteur.

L'agrément définitif, dénommé « certificat d'entreprise exportatrice », est délivré par arrêté du ministre chargé de la zone franche sur rapport de la SAZOF.

Les conditions d'octroi de l'agrément définitif sont précisées par les textes d'application de la présente loi.

Article 18. L'extension d'agrément est précisée par les textes d'application de la présente loi.

Article 19. Les conditions et les modalités de retrait d'agrément sont précisées par les textes d'application de la présente loi.

Section 4 : Nature des avantages

Article 20. Les entreprises agréées au statut de zone franche bénéficient, au cordon douanier, des avantages suivants :

- exonération de tous droits et taxes de douane, sur le matériel d'équipement, y compris le mobilier de bureau, les pièces de rechange, les matières premières, les produits semi-finis et les produits consommables nécessaires à l'installation et au fonctionnement de l'entreprise agréée ;
- réduction de 50 % des droits et taxes de douane sur les véhicules utilitaires, tels que définis par le décret d'application ;
- exonération de tous droits et taxes de douane lors de l'exportation des produits fabriqués en zone franche.

Article 21. Les entreprises agréées au statut de zone franche bénéficient, à compter de leur date d'agrément provisoire, des avantages fiscaux suivants :

a) impôt sur les sociétés (IS) ou impôt minimum forfaitaire (IMF)

- stabilisation de l'impôt sur les sociétés au taux de 0% pendant les 5 premières années ;
- paiement de l'impôt sur les sociétés au taux de 8% sur le bénéfice imposable de la 6^e à la 10^e année ou paiement de l'impôt minimum forfaitaire proportionnellement correspondant ;

- paiement de l'impôt sur les sociétés au taux de 10% sur le bénéfice imposable de la 11^e à la 20^e année ou paiement de l'impôt minimum forfaitaire proportionnellement correspondant ;
- paiement de l'impôt sur les sociétés au taux de 20% sur le bénéfice imposable à partir de la 21^e année ou paiement de l'impôt minimum forfaitaire proportionnellement correspondant.

b) impôt sur les dividendes ou impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)

- exonération de l'impôt sur les dividendes pendant les 5 premières années;
- paiement de 50 % du montant de cet impôt calculé dans les conditions de droit commun de la 6^e à la 10^e année ;
- application du droit commun à partir de la 11^e année.

c) taxe sur les salaires (TS)

- stabilisation de la taxe sur les salaires au taux réduit de 2% pendant la durée de vie de l'entreprise en zone franche, sous réserve des dispositions de l'article 22 de la présente loi.

d) taxe professionnelle (TP)

- exonération de la taxe professionnelle pendant les 5 premières années ;
- paiement de cette taxe au taux de 5% du montant de la taxe calculée au droit commun de la 6^e à la 20^e année ;
- paiement de cette taxe au taux de 15 % du montant de la taxe calculée au droit commun à partir de la 21^e année ;

e) taxe foncière (TF)

- exonération de la taxe foncière pendant les 5 premières années ;
- paiement de cette taxe au taux de 5% du montant de la taxe calculée au droit commun de la 6^e à la 20^e année ;

- paiement de cette taxe au taux de 15 % du montant de la taxe calculée au droit commun à partir de la 21^e année ;

f) taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

- exonération de la taxe sur la valeur ajoutée sur les travaux et services réalisés pour le compte de l'entreprise bénéficiant du statut de zone franche.

Article 22. Les entreprises agréées implantées dans les zones II à V du territoire national, telles que définies à l'article 3, bénéficient, au titre de l'incitation à la décentralisation :

- de la stabilisation de la taxe sur les salaires au taux de 1% pendant les 7 premières années, pour celles en zone II ;
- de la stabilisation de la taxe sur les salaires au taux de 1% pendant les 10 premières années, pour celles en zone III, IV et V ;
- de l'exonération de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt minimum forfaitaire pendant les 10 premières années, pour celles des zones II et III. A partir de la 11^e année, les dispositions de l'article 21 s'appliquent ;
- de l'exonération de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt minimum forfaitaire pendant les 15 premières années, pour celles des zones IV et V. A partir de la 16^e année, les dispositions de l'article 21 s'appliquent.

Article 23. Les entreprises installées en zone franche sont exonérées de tous droits, impôts et taxes qui ne sont pas expressément visés aux articles 20, 21 et 22 ci-dessus.

Article 24. Les entreprises installées en zone franche :

- ont la liberté de fixer les prix, les marges et les loyers dans le cadre des transactions entre les entreprises de zone franche, ou entre celles-ci et les marchés étrangers ;
- ont la liberté de produire de l'énergie pour leur propre consommation exclusive après autorisation préalable du ministre chargé de l'énergie ;

- peuvent acquérir leur propre réseau de télécommunication, notamment les stations terriennes par satellite et les systèmes de micro-onde, pour leur besoin exclusif, dans le respect de la législation sur les télécommunications et des exigences de sécurité nationale et sur autorisation du ministre concerné;
- peuvent s'approvisionner en biens et services auprès de l'entreprise ou la société de leur choix ;
- bénéficient d'un tarif préférentiel sur les prestations portuaires, les télécommunications, l'électricité et l'eau.

Article 25. Les entreprises agréées bénéficient, une fois l'agrément provisoire délivré par le ministre chargé de la zone franche, de l'ensemble des avantages définis par la présente loi.

CHAPITRE IV – REGIME DES MARCHANDISES

Article 26. Les opérations d'importations et d'exportations sont réalisées sous le contrôle de l'administration des douanes. Les marchandises destinées aux entreprises de zone franche sont directement et immédiatement acheminées vers ces zones en vue d'un dédouanement sur place à un bureau unique.

Article 27. Les marchandises de toutes espèces peuvent être admises en zone franche sous réserve des interdictions justifiées, notamment pour des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, ou de préservation de l'écosystème et des droits de propriété intellectuelle.

Article 28. La vente sur le territoire douanier des biens et services produits par les entreprises admises au statut de zone franche peut être autorisée par la SAZOF jusqu'à concurrence de 30% de la production effective constatée par les services des douanes. Dans ce cas, les droits et taxes de douane sont dus sur le produit mis à la consommation, quelle que soit l'origine des matières premières mises en œuvre, conformément au tarif douanier en vigueur.

Pour la vente sur le territoire douanier, l'entreprise agréée doit s'adresser obligatoirement à une ou plusieurs sociétés régulièrement installées sur le territoire douanier. Ces sociétés sont assujetties au droit commun.

Article 29. Les ventes à destination des entreprises admises au statut de zone franche, réalisées par des entreprises installées sur le territoire douanier, sont considérées au titre de la réglementation douanière comme des exportations.

CHAPITRE V – REGIME DE L'EMPLOI

Article 30. Les dispositions du code du travail s'appliquent aux entreprises agréées au statut de zone franche.

Article 31. Les entreprises agréées doivent veiller à assurer la formation continue de leurs travailleurs, en vue de l'amélioration de leurs qualifications professionnelles.

Des textes d'application précisent les exigences et les modalités de la formation professionnelle.

Les entreprises agréées doivent également pourvoir aux besoins des programmes de perfectionnement et stage en entreprise des écoles ou instituts de formation.

Les conditions et les modalités de ces programmes de perfectionnement sont précisées par les textes d'application de la présente loi.

Article 32. La priorité des emplois est réservée, à niveau de qualification égale, aux nationaux.

Des textes d'application précisent les conditions de mise en œuvre de cette disposition.

CHAPITRE VI – SECURITE ET ACCES A LA ZONE FRANCHE

Article 33. Les tâches de police et de maintien de l'ordre sont assurées par les forces de sécurité publique et par des agents du service de sécurité propre aux entreprises agréées, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 34. Aucune personne n'est autorisée à résider en zone franche. Toutefois, sur demande des requérants, la SAZOF peut accorder une

dérogation spéciale pour le cas des locaux de permanence dans les entreprises.

Des textes d'application précisent les exigences desdits locaux qui ne doivent en aucun cas s'apparenter à un bâtiment d'habitation.

CHAPITRE VII – SANCTIONS

Article 35. Sans préjudice des dispositions légales en vigueur au Togo, toute infraction aux dispositions des articles 10, 12, 13, 14, 26, 27, 28, 31 et 34 de la présente loi fait l'objet d'une mise en demeure de l'entreprise, suivie éventuellement du retrait de l'agrément.

Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, toute fausse déclaration, aux fins de bénéficier des dispositions de la présente loi est sanctionnée par le retrait d'agrément.

Tout manquement aux dispositions de l'article 15 est sanctionné, conformément au code général des impôts.

CHAPITRE VIII – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 36. Tout différend d'ordre contractuel qui **peut** survenir entre les entreprises agréées ou entre les entreprises agréées et la SAZOF ou entre les entreprises agréées et les opérateurs économiques du territoire douanier est réglé à l'amiable.

A défaut, le différend est réglé par le tribunal territorialement compétent ou par voie d'arbitrage conformément à l'acte uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) sur l'arbitrage.

Les parties peuvent aussi soumettre le conflit à l'arbitrage du centre international pour le règlement des différends en matière d'investissements (CIRDI) ou à l'arbitrage de la chambre de commerce international de Paris.

CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Article 37. Des textes d'application précisent, en tant que de besoin, les dispositions de la présente loi.

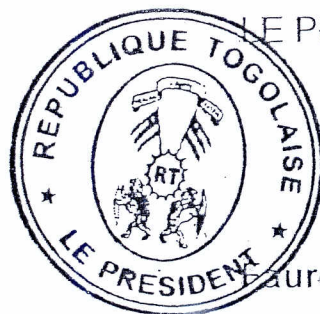
Article 38. Les dispositions de nature fiscale contenues dans la présente loi ne peuvent pas être modifiées par le code général des impôts.

Article 39. Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Article 40. La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 24 JUIN 2011

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE



SIGNE

Faure Essozimna GNASSINGBE

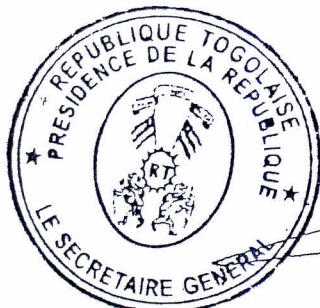
LE PREMIER MINISTRE

SIGNE

Gilbert Fossoun HOUNGBO

POUR AMPLIATION

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



Kwesi Séléagodji AHOOMEY – ZUNU